

La feuille de route 2021-2022 du comité de la Transition écologique et sociétale de la CPU

La présente feuille de route a pour ambition de décrire des pistes de travail permettant d'inscrire une nouvelle étape de la transition écologique et sociétale des Universités dans l'agenda politique de la CPU. En tant qu'actrices de formation et de recherche, les universités ont un rôle essentiel à jouer dans l'anticipation et l'accompagnement des transitions en cours. La feuille de route s'articule autour de trois axes prioritaires :

-La CPU accompagne les universités dans leurs transitions, en y intégrant les problématiques immobilières (investissement, fonctionnement, performance énergétique et d'exploitation) dans une approche systémique intégrant la vie de campus, le bien-être étudiant, la qualité de vie au travail, les enjeux de gouvernance... Depuis 2017, la CPU et des établissements pilotes travaillent à l'élaboration d'un modèle économique soutenable pour un plan de rénovation d'envergure nationale, désigné sous le vocable [PEEC 2030](#) (Plan d'efficacité énergétique des campus français à horizon 2030). Elle estime à hauteur de 7 Mds € les besoins urgents pour la rénovation de l'ensemble du parc immobilier universitaire (18Mds pour une rénovation complète fonctionnelle et énergétique). Le Plan de relance est donc une première étape pour répondre à un défi d'ampleur avant 2030.

-La CPU s'attache à construire une approche systémique de l'intégration des transitions dans les formations, des connaissances aux compétences, de la recherche aux formations. Depuis 2020, la CPU contribue activement au groupe de travail présidé par le climatologue Jean Jouzel et piloté par le MESRI sur [l'insertion des enjeux de la transition dans les formations du supérieur](#). Le contexte législatif français a d'ailleurs évolué favorablement en ce sens début 2021 : l'article 20ter de la LPR incite les établissements à s'engager dans « la sensibilisation et la formation à la transition écologique et au développement durable ».

-Enjeux européens et internationaux : le Comité contribue s'engage et soutient les Universités européennes engagées en matière de Transition écologique, valorise le Label DD&RS auprès de la Commission européenne et inscrit ses travaux dans l'Agenda 2030 (mise en œuvre des [17 Objectifs de développement durable](#)).

Ces enjeux sont portés dans le cadre des travaux du Comité avant d'être soumis aux instances politiques de la CPU, Conseil d'administration et Assemblée plénière. Le Comité doit aussi porter une approche transversale de la Transition écologique et sociétale, en lien avec les travaux des commissions et comités de la CPU sur les trois axes de la présente feuille de route.

La mise en œuvre de cette feuille de route repose sur :

-Le déploiement plus large du [Label DD&RS](#) à l'horizon 2023. Ce Label valorise l'engagement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en matière de développement durable et de responsabilité sociétale sur la base d'un référentiel commun qui couvre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) définis au niveau international. Le label DD&RS est structuré en cinq axes : gouvernance, formation, recherche, gestion environnementale, politique sociale et ancrage territorial. En 2021, 33 établissements dont 8 universités sont labellisées. Ce label est complémentaire et étroitement lié à une politique patrimoniale de transformation pour des campus durables et attractifs. Le Comité s'associe également aux réflexions en faveur de la prise en compte dans les référentiels du HCERES et la reconnaissance au niveau européen du [nouveau Référentiel DD&RS 2021](#).

-Les partenariats entre la CPU et ses parties prenantes : CGE, CDEFI, CIRSES (Collectif pour l'intégration du DD&RS dans l'enseignement supérieur qui compte aujourd'hui près de 400 représentants



d'établissements membres, et/ou universités et écoles : opérateur du Label et du site Esresponsable.org), AVUF (dispositif Agir ensemble), AMUE, RESES, Pour un réveil écologique, Alumni for the Planet, Labo 1point5, Fresque du Climat, Ma terre en 180s, UniLab, think tank porté par l'AUF, REUNIFEDD (dispositif FECODD), CDDEP, Comité 21, SDSN, réseau des économes de flux, Plateforme RSE, Conseil national de la transition écologique, The Shift Project, etc. Les Ministères sont également des interlocuteurs privilégiés afin d'assurer la cohérence des positions prises au niveau national sur des enjeux essentiels tels que le patrimoine.